

# Affaire Laëtitia : Michel Mercier limoge un directeur de la pénitencier

jeudi 17 février 2011, par [Le Monde.fr](http://Le Monde.fr) (Date de rédaction antérieure : 17 février 2011).

Voilà une sanction dans l'affaire Laëtitia, qui a mis le feu aux poudres entre Nicolas Sarkozy et les magistrats, notamment : le ministre de la justice a démis jeudi 17 février un directeur de la pénitencier, à la suite de rapports d'enquête administratives sur le suivi de Tony Meilhon, suspect du meurtre de Laëtitia Perrais.

*« Michel Mercier constate que, dans la situation créée par la publication du rapport et eu égard aux informations que révèle celui-ci, le directeur interrégional de des services pénitenciers de Rennes n'est plus en mesure d'exercer son autorité dans des conditions compatibles avec l'intérêt du service », lit-on dans un communiqué du ministère. « Il prévoit donc de mettre fin à ses fonctions après que l'intéressé, comme l'exige le droit, aura été mis en mesure de présenter ses éventuelles observations », ajoute-t-il.*

## « CHARGES DE TRAVAIL LOURDES »

Les rapports d'enquête sur le suivi du suspect du meurtre de Laëtitia Perrais publiés lundi ont conclu à l'absence de fautes par les services judiciaires, ainsi que par la police et la gendarmerie.

Concernant le suivi pénitencier, le rapport conclut à une responsabilité collective des services de probation dans l'absence de suivi de Tony Meilhon : problèmes de « *liaison* » entre milieu fermé et milieu ouvert, « *une mauvaise utilisation des moyens informatiques* », « *des choix inadaptés sur l'affectation des moyens* ». Mais il soulignait également des « *charges de travail lourdes* ». Un élément sur lequel le service avait attiré l'attention de sa hiérarchie.

## UNE SANCTION DE TROP

Les syndicats contestent toute faute en soulignant que seuls trois juges d'application des peines aidés de cinq greffiers et 17 agents de probation suivaient en 2010 3 443 détenus de Loire-Atlantique, libérés et astreints à des « mises à l'épreuve », comme Tony Meilhon, à des travaux d'intérêt général et divers modes de suivi, soit 1 148 personnes par juge. « *Il n'y a qu'une sanction mais c'est une de trop* », a indiqué Clarisse Taron, présidente du syndicat de la magistrature. « *Quelles sont les fautes exactes de cette personne ? A la lecture du rapport, c'est très ténu* », ajoute-t-elle.

« *Ne laissons pas les SPIP être les fusibles de la justice !* » a quant à lui écrit le syndicat de travailleurs pénitenciers Snepap-FSU dans un communiqué diffusé avant l'annonce de la sanction. « *Pour éviter de mettre le feu aux poudres dans le monde judiciaire (...) il suffisait de faire tomber le couperet sur les plus isolés : l'encadrement du SPIP et de la DISP* ».

**P.-S.**

\* LEMONDE.FR avec AFP et Reuter.